



## Comité Technique de l'INRA

Mardi 3 mars 2015

### Déclaration de la CGT

**Grève interprofessionnelle et manifestation nationale le 9 avril :**  
**LES CONFEDERATIONS NATIONALES CGT ET FO VIENNENT D'APPELER AVEC SOLIDAIRES L'ENSEMBLE DES SALARIES, DU PUBLIC ET DU PRIVE, A UNE JOURNEE DE GREVE INTERPROFESSIONNELLE ET A MANIFESTER LE 9 AVRIL CONTRE LA LOI MACRON, LE PACTE DE RESPONSABILITE ET L'ENSEMBLE DES MESURES D'AUSTERITE IMPOSEES PAR LE GOUVERNEMENT.**

**La CGT-INRA s'associe totalement à cet appel et invite les salariés de l'INRA de toutes catégories, titulaires comme non-titulaires, à se mettre massivement en grève le 9 Avril et à participer à la manifestation nationale prévue ce jour-là à Paris.**

**A l'INRA comme ailleurs, les salariés sont en effet confrontés à la régression sociale issue de l'austérité dans tous les domaines :** salaires, emplois, conditions de travail, santé et sécurité sociale, dégradation du service public, incluant celui de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur.

Dans le même temps, les cadeaux alloués au patronat se multiplient avec les exonérations de cotisations sociales et les crédits d'impôt comme le Crédit Impôt recherche (CIR) ou le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).

L'utilisation récente par MM. Hollande et Valls de l'article 49-3 pour faire passer en force sa loi Macron indique clairement que le gouvernement entend poursuivre dans cette voie, cette procédure anti-démocratique n'ayant plus été utilisée depuis le défunt CPE (contrat première embauche).

La loi Macron nous concerne tous en tant que citoyens en mettant en œuvre de nouvelles privatisations, et en facilitant les licenciements.

Si elle attaque en premier lieu les droits des salariés du privé, cette loi est aussi porteuse de graves menaces pour les salariés du public, incluant ceux de l'INRA, en permettant :

- la banalisation du travail du dimanche et du travail de nuit, mettant fin progressivement aux compensations salariales correspondantes. Sa généralisation ultérieure au public serait lourde de conséquences notamment pour les agents des Unités expérimentales.
- La possibilité d'accords directs patrons- salariés par convention individuelle dérogeant au code du travail, nous ramenant ainsi 2 siècles en arrière. Quelles conséquences pour la multitude de contractuels employés par l'INRA ?

Nous savons bien que c'est toujours au nom d'une pseudo- « équité » public-privé, et vice-versa, que les mauvais coups ont été portés dans le passé pour aligner, vers le bas, public et privé en matière de retraites, de cotisations, ...

### **L'austérité renforcée, nous la vivons aussi dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche.**

Interrogée par la presse sur la baisse des budgets des organismes et sur l'horizon bouché des emplois dans la Recherche, la Secrétaire d'Etat Mme Fioraso a osé indiquer qu'il n'en était rien et que ce sentiment correspondait à du « bashing », c'est-à-dire à un esprit défaitiste sans raisons objectives !!

Les budgets désastreux servent largement à justifier la régionalisation du dispositif d'enseignement supérieur et de recherche, avec la mise en place des communautés d'universités et d'établissements (COMUE) et les mutualisations de moyens et de personnel qui ont avec. Comment ne pas s'interroger quand on voit la situation budgétaire catastrophique de l'Université Paris-Sud, dont la direction supprime des emplois et formations alors que dans le même temps elle participe à dégager 200 000 euros pour assurer les élections au CA de la COMUE Paris-Saclay, pour laquelle les membres fondateurs doivent aussi verser 362 000 euros pour le 1<sup>er</sup> semestre 2015, incluant 33 000 euros pour l'INRA ! Sur ce plan, nous ne pouvons que nous féliciter du retrait de l'ordre du jour du point qui était prévu sur le déménagement INRA-AgroParisTech sur Saclay. Cela indique que toutes les garanties financières que les directions prévoyaient ne sont pas au rendez-vous. Cela ne peut que renforcer notre sentiment que cette politique est complètement aventuriste, en jouant avec le devenir de centaines d'agents de la région parisienne directement concernés, et avec celui de l'Institut qui s'engagerait financièrement sur plus de 30 ans dans ce contexte d'austérité.

## **Austérité imposée... mais en même temps, les moyens de fonctionner autrement existent !**

La CGT-INRA entend ici se faire le relais des 50 collègues de tous centres et départements qui ont lancé un manifeste public pour le rétablissement d'une subvention d'état permettant le fonctionnement effectif de toutes les unités INRA ! Pointant la précarité, le manque de moyens, la dégradation des conditions de travail de toutes les catégories de personnels, les pressions et contraintes sur le choix des thèmes de recherche, ils indiquent que la généralisation du financement sur projets nous amène droit dans le mur et que le point de rupture est proche. C'est ce que pense sans doute la majorité des agents de l'Institut à partir de leur vécu. Nous appuyons donc totalement les collègues quand ils demandent au gouvernement de renoncer au Crédit Impôt Recherche (CIR), et de consacrer ces fonds à assurer l'avenir de nos unités en relançant l'emploi scientifique avec des postes statutaires et d'en finir avec les multiples agences de financement public parasites. Nous les soutenons quand ils demandent dans le même temps à la direction générale de consacrer l'essentiel de la subvention d'Etat au soutien de base des unités sous la forme d'une dotation directe et équitable tendant le plus possible vers 20 000 € par chercheur et ingénieur présent par unité de recherche, avec un dispositif similaire spécifique pour les unités expérimentales et d'appui à la recherche, en arrêtant de reproduire en interne les innombrables procédures d'appel d'offre sur « crédits incitatifs » comme les méta-programmes, mais aussi en intervenant pour que cessent les multiples mini-appels d'offres au niveau des départements et des unités.

## **Cette vision de la recherche véhiculée par la Direction générale de l'INRA est couplée à une politique de « management » de type privé.**

Depuis les situations vécues de Toulouse au Centre-Siège de Paris, en passant par l'URGV Evry soumise à mutation vers Saclay ou encore avec la multiplication des conseils de discipline, les personnels peuvent en mesurer concrètement les conséquences : dégradation des conditions de travail et multiplication des pressions pouvant conduire aux pires situations de détresse, allant malheureusement parfois jusqu'au suicide. Cela n'empêche pas la Direction de l'INRA de se glorifier d'être félicitée par l'Union Européenne pour sa politique RH- Ressources Humaines ! Quelle gloire d'être primée par des institutions qui n'ont d'autres objectifs que de liquider les services publics ! Effectivement, la direction de l'INRA est plus prompte à mettre en place des mesures visant à sanctionner les agents (comme le décompte des jours de grève pour la retraite - mesure qui n'est appliquée, dans toute la Fonction Publique, qu'à l'INRA !) qu'à préserver les droits des agents !

## **L'austérité, c'est aussi notre situation salariale déplorable.**

Non content de continuer à bloquer la valeur du point d'indice, le gouvernement entend imposer un nouveau Régime indemnitaire, le RIFSEEP (*Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel*). Cette prime devrait se substituer à toutes les autres, Prime de participation à la recherche (PPR) comprise, avec une mise en œuvre entre juillet 2015 et juillet 2017. Elle serait constituée d'une partie mensuelle ajustée sur les fonctions exercées, *l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise* (IFSE), et d'une partie annuelle, le *complément indemnitaire annuel* (CIA) *tenant compte de la manière de servir* à partir des résultats de l'entretien d'évaluation, et pouvant s'élever de 0 et 100% du montant maximal fixé ! Fondé sur l'individualisme et la concurrence avec leurs cortèges de souffrance au travail, un tel dispositif ne peut avoir pour effet que de briser les équipes. **La CGT revendique le retrait du RIFSEEP, la revalorisation immédiate du point d'indice de 8% et l'intégration des primes dans les rémunérations.**

**L'heure est venue d'arrêter ces reculs, de mettre un coup d'arrêt à toutes ces politiques de démantèlement et de régression. Nous appelons les salariés de l'INRA à assurer le succès de la grève du 9 Avril afin de construire le rapport de forces pour bloquer cette politique de régression sociale dans tous les domaines**

**TOUS EN GREVE  
ET A LA MANIFESTATION NATIONALE A PARIS LE 9 AVRIL !**

**Venez renforcer un syndicat de luttés  
Adhérez à la CGT !**

